

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

13 PLAN D'ACTIONS « CANCERS, MALADIES CHRONIQUES ET TRAVAIL » - AUTORISATION

MESDAMES, MESSIEURS,

Les maladies chroniques et les Affections de Longue Durée (A.L.D.) représentent un enjeu majeur dans la Fonction Publique, tant sur le plan de la santé des agents que sur celui de l'organisation du travail. En France, les A.L.D. concernent près de 15 millions de personnes, dont une part importante de fonctionnaires. Ces maladies, qui nécessitent un traitement prolongé, comprennent des pathologies comme les cancers, le diabète, les maladies cardiovasculaires, ou encore les troubles psychiatriques. Selon des données de la Fonction Publique, environ 25 % des agents publics sont concernés par une A.L.D., ce qui représente un nombre important d'absences longues et récurrentes. Pour les agents malades et leurs proches, ces situations sont d'abord éprouvantes sur le plan humain. La maladie impose des traitements souvent lourds, des effets secondaires fatigants, et une incertitude difficile à vivre au quotidien. Elle impacte la vie personnelle, mais aussi professionnelle : continuer à travailler, parler de sa situation, ou envisager un retour peut devenir source d'angoisse. Ces difficultés soulignent l'importance d'un accompagnement humain, adapté et respectueux de chaque parcours.

Ces situations ont aussi un impact concret sur les services : surcharge de travail pour les collègues, baisse d'efficacité, et coûts importants - tant médicaux qu'en matière de ressources humaines. Dans ce contexte, il revient aux employeurs publics de jouer pleinement leur rôle, en mettant en place des actions de prévention, de soutien, et d'aménagements pour permettre aux agents de continuer à travailler dans de bonnes conditions, ou de reprendre leur activité dans les meilleures circonstances.

C'est dans cette optique que la Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie ont décidé d'agir en déployant un plan d'actions ambitieux et innovant, pour mieux accompagner les agents confrontés à la maladie, les aider à se maintenir dans l'emploi ou à y revenir, et soutenir l'ensemble de la communauté professionnelle. Ce plan s'inscrit dans la continuité des engagements portés depuis plusieurs années en faveur d'une politique de santé globale, transversale et volontariste. Conformément aux engagements présentés au Conseil Métropolitain, Conseil Municipal, Conseil d'Administration du C.C.A.S. respectivement les 4, 6 et 28 février dernier, ce plan a été construit avec l'appui de partenaires institutionnels et associatifs du territoire, notamment Cancer@Work, My Cancer Network et la Ligue contre le cancer de Seine-Maritime.

Un baromètre à destination de l'ensemble des agents de la Ville, du C.C.A.S. et de la Métropole, diffusé au cours du mois de mars 2025 (16 % de répondants en moyenne), et la tenue d'un groupe de travail avec des agents volontaires le 24 mars 2025 ont permis d'alimenter les réflexions et de construire le plan d'actions en incluant les attentes des agents.

Le plan d'actions ainsi construit répond à trois objectifs principaux :

- Accompagner et soutenir les agents malades, les aidants et les collègues,
- Développer un écosystème professionnel bienveillant et solidaire pour les agents,
- Partager des connaissances et collaborer sur les pratiques de travail.

Les grandes orientations sont présentées en annexe, parmi lesquelles :

- Déploiement d'une application d'accompagnement à destination des agents, des encadrants et des Ressources Humaines (R.H.),
- Elaboration de plans individuels de soutien lors d'échanges en présence de l'agent, encadrant, médecin du travail, R.H. et partenaire spécialisé si besoin,

DÉLIBÉRATIONS

- Maintien renforcé du lien avec les agents en arrêt,
- Formation et sensibilisation des acteurs R.H., des encadrants et des partenaires sociaux, notamment dans le cadre des campagnes nationales d'Octobre Rose et Movember,
- Organisation d'un forum Santé au Travail en novembre 2025, avec sensibilisations aux dépistages des cancers par la Ligue contre le Cancer de Seine-Maritime,
- Groupes de travail sur le territoire rouennais, entre collectivités membres de la Métropole et au sein du réseau France Urbaine,
- Création d'un réseau encadrants d'échanges sur les pratiques professionnelles en lien avec la maladie au travail.

Ces actions représentent un budget global estimé à 23 000 € pour la Ville de Rouen, échelonné sur les années 2025 et 2026, dont une partie est financée par les conventions en cours avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.). Le C.C.A.S. pourra contribuer aux actions mises en place au prorata de son effectif (emplois permanents).

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à approuver le plan d'actions "Cancers, maladies chroniques et travail" porté par la Ville, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole de Rouen Normandie et à engager les actions mentionnées dans le plan d'actions avec des partenaires extérieurs le cas échéant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles R-123-20 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1411-1 et suivants relatifs aux politiques de santé,

VU l'avis favorable de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail du 26 juin 2025,

VU le plan d'actions « Cancers, maladies chroniques et travail » présenté en annexe,

CONSIDÉRANT l'importance de la prévention et de l'accompagnement des personnes atteintes de cancer et de maladie chronique en milieu professionnel dans une approche bienveillante et soutenante,

CONSIDÉRANT les engagements pris par le C.C.A.S. en matière de santé publique et de qualité de vie au travail, notamment lors du comité de pilotage interne Santé au travail.

CONSIDÉRANT la nécessité de formaliser un plan d'actions commun pour le bien vivre ensemble des agents malades, des collectifs de travail, des encadrants et des proches aidants,

CONSIDÉRANT les dispositifs nationaux et locaux existants et l'écosystème dynamique du territoire.

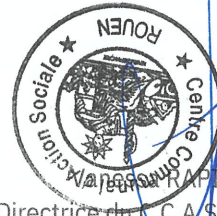
DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, approuve et autorise le plan d'actions "Cancers, maladies chroniques et travail" porté par la Ville, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole de Rouen Normandie détaillé en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Laurence RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.